

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION. RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

L'Unité SOCIALISTE-COMMUNISTE

Dialogue des sourds

On connaît la fameuse histoire du dialogue des sourds se rendant à la pêche. C'est un peu à cela que fait penser la conversation qui a lieu en ce moment entre le parti socialiste et le parti communiste sur le problème de l'unité :

Le socialiste (au communiste). — Nous ne voulons pas de votre unité !

Le communiste. — O joie ! ô bonheur ! vous voulez l'unité !

Le socialiste. — Non ! Non ! Nous ne voulons pas de l'unité !

Le communiste. — Ah ! très bien ! Je crains que vous ne vouliez pas de l'unité !

Et le dialogue se continue à peu près sur ce ton. Cependant que Duclos s'affirme prêt à toutes les concessions, d'une manière cassante, Paul Faure lui répond qu'il n'est pas possible de donner suite aux propositions faites par le P. C.

Dans un passé qui n'est pas tellement lointain un des innombrables leaders qui connaît le parti communiste, avait fort bien défini par une image saisissante empruntée à la gent volatile quelles étaient les intentions des communistes pour les socialistes. C'était l'époque où Trent voulait « plumer la volaille ».

Depuis il y a eu l'unité syndicale, qui a servi de leçon aux socialistes. Et ceux-ci — au moins les militants — ont fini par comprendre qu'ils seraient dans l'aventure les dindons de la farce. On ne les amènera au supplice que contraints et forcés.

Cependant l'hypothèse de la réalisation de l'unité n'est pas exclue définitivement. Bien au contraire. Toute une masse d'adhérents nouveaux et d'une clairvoyance politique limitée par la fraîcheur de leurs sentiments, souhaitent indiscutablement la fusion des deux « grands partis ». On peut être sûr que les vertus de la combine politicienne que sont les dirigeants communistes sauront jouer au maximum de la naïveté bien intentionnée des dirigés.

Nous pourrions, nous autres anarchistes, nous faire épouer de la question de l'unité politique, si de sa réalisation ne dépendait, dans l'état actuel des choses qu'un asservissement plus complet encore du prolétariat français à la politique meurtrière des staliniens.

Le mouvement syndical tant déjà mis à mal par eux se verrait plus encore domestiqué par les arrivistes et les valets staliniens. C'est du coup que l'indépendance du syndicalisme qui subsiste encore dans les mots, sinon dans les actes, serait pour longtemps roulée dans ce fauves linceul de pourpre où dorment les dieux morts » dont parle le philosophe.

La classe ouvrière française ne serait plus qu'un totum aux mains des employés de Staline.

Les socialistes sincères, et il y en a beaucoup, le comprennent-ils ? Comprendront-ils aussi qu'outre leur suicide politique, l'unité de leur parti avec la filiale française du Komintern, signifierait l'éclipse durable de l'indépendance de l'action spécifiquement ouvrière ? Enfin comprendront-ils, s'ils sont demeurés révolutionnaires, que l'unité qui est à faire, c'est celle qui peut se réaliser dans un front d'action commune avec les éléments de la classe ouvrière fidèles à la lutte de classe et à l'internationalisme, c'est-à-dire avec les syndicalistes sincères et avec les anarchistes.



Sabotage général de la guerre par Robert Lefranc

(Voir l'article en 3^e page)

Le Congrès de l'Union Anarchiste

Il aura lieu, on le sait, les 10 et 11 octobre à Paris, et se tiendra à la Mutualité. Ce congrès doit revêtir une importance exceptionnelle du fait du développement de notre propagande et des possibilités d'action et d'extension qui nous sont offertes en raison du rayonnement de nos idées, rayonnement dû en grande partie aux affaires d'Espagne.

Aussi nous sommes certains que les groupes, surtout ceux de province, auront à cœur de faire le maximum pour se faire représenter à ce congrès.

Les rapports d'activité sont en préparation. Les groupes les auront en leur possession dans la première quinzaine de septembre.

D'autre part, nous prenons d'ores et déjà toutes dispositions pour assurer pendant la durée du congrès l'hébergement de nos camarades de province, de manière à rendre le moins onéreux possible le déplacement des délégués.

Nous rappelons que le problème essentiel qui fera l'objet des délibérations du congrès est le suivant :

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE ET LEUR REPERCUSSION SUR LA PROPAGANDE ANARCHISTE FRANÇAISE, au triple point de vue :

1^e SOLIDARITÉ ;2^e GUERRE ;3^e LIAISON INTERNATIONALE.

Le sort des travailleurs chinois n'est pas l'enjeu de la guerre sino-japonaise

Avant tout : voir clair et ne point accepter d'être dupe de cette fausse sentimentalité que la Bourgeoisie entretient pour le prolétariat pour le mieux exploiter. C'est la consigne de ce journal. Elle conduit à envisager les événements sans cette prévention aveuglante qu'on trouve dans les réactions dites populaires que les journaux à grand tirage formulent chaque matin.

Pour en revenir à la guerre sino-japonaise, nous n'acceptons pas d'emboîter le pas à toute la presse qui condamne, à grandes tirades indignées, les bombardements de Shanghai. Nous n'acceptons pas non plus de trouver « sublimé » le manifeste que Mme Tchang-Kai-Chek, femme du général, vient de faire publier dans la presse mondiale. Expliquons-nous. Ce n'est pas que les souffrances du peuple chinois ne nous émeuvent. Mais, comprenons bien ce que signifie toute cette littérature. « *Le Chinois — lisons-nous — se bat aujourd'hui pour défendre sa terre, sa maison et sa femme. Il est prêt à mourir pour faire respecter l'honneur de son pays et il n'a pas peur de se sacrifier.* » Il nous souvient trop d'avoir entendu de semblables proclamations pour que nous n'en discernions pas l'équivoque. C'est pour y avoir cru, qu'entre 1914 et 1918, des millions de travailleurs sont morts pour une mauvaise cause. Nous sommes prévenus. Nous savons ce que dissimulent ces hommes de la guerre et ces rodonnantes sur la bravoure des Chinois appellés à se sacrifier. Et quand Madame la Générale déclare plus loin que la Chine « préfère périr jusqu'au dernier homme, plutôt que de devenir une nation esclave » et que « ses enfants sauront défendre jusqu'au bout (jusqu'au bout) oui, le mot même s'y trouve) la terre de leurs ancêtres et en chasser à jamais l'envahisseur », nous retrouvons trop fidèlement l'écho d'autres proclamations par quoi l'on sut persuader aux vaillants poilus de la Grande Guerre qu'ils mourraient pour quelque chose. *Allez, enfants de la Patrie...* Encore une fois nous refusons d'être dupes.

Nous persistons donc à penser que la guerre entre la Chine et le Japon ne se différencie en aucune manière de toutes celles qu'engendrent la domination capitaliste. Nous sommes devant une guerre spécifiquement impérialiste. L'enjeu n'est point l'humble sort du travailleur chinois. Pour celui-ci, quel que soit le vainqueur, il pourra garder sa ferme, sa maison et sa femme, dans la mesure où les gouvernements capitalistes lui en accorderont la jouissance, c'est-à-dire à titre précaire et dans des fins utilitaires. Il gardera sa terre pour le travailleur et nourrir ses maîtres, il gardera sa femme pour lui faire des enfants dont ses maîtres se serviront comme travailleurs ou comme soldats. L'enjeu n'est donc point là. Mais, en l'occurrence, il s'agit de savoir qui l'emportera de l'imperialisme nippon ou de l'imperialisme chinois. Le premier, né plus tôt, est mieux armé, financièrement et militairement. Son armature étatique est incontestablement plus forte. Le second, beaucoup plus jeune, ayant trouvé ses fondateurs dans Sun-Yat-Sen et Tchang-Kai-Chek, a tenté d'organiser la Chine du Sud en unifiant des provinces jusqu'alors pratiquement autonomes. Il a montré, lors de la répression anti-ouvrière qui suivit les révoltes de Canton, qu'il savait avoir la poigne aussi rude que n'importe quel autre régime, quand il s'agissait de la défense de l'ordre, c'est-à-dire des privilégiés qu'il veut exercer contre le peuple chinois. Il représente très exactement les intérêts d'une jeune bourgeoisie chinoise, de culture européenne, qui

entend bien exploiter la « patrie » à son profit.

Ainsi, et en dépit de l'appel de Mada-mé Tchang-Kai-Chek, la seule question qui se pose pour le malheureux peuple chinois est de savoir à quelle sauce il sera mangé. Or, il n'apparaît pas que la sauce du Kuo-Min-Tang soit préférable pour lui à celle qui se cuisine à Tokio.

La solution serait évidemment qu'il faille sauver la marmite, c'est-à-dire qu'il utilise cette grave compétition impérialiste pour faire ses propres affaires. En est-il capable ? Aveuglé par le mensonge nationaliste et pseudo-libéral, trahi par les intellectuels qui font cause commune avec les généraux, trouvera-t-il assez de force pour résoudre à son profit, c'est-à-dire pour la révolution, la crise ouverte par l'invasion nipponne. Nous voudrions l'espérer et, si l'état décourageant du prolétariat européen ne rendait cette éventualité chimérique, nous devrions y aider.

En attendant, entre Tchang-Kai-Chek et le Mikado, nous refusons de choisir.

Nous nous refusons en particulier à appuyer la politique anti-japonaise de Staline qui vient de signer avec Tchang-Kai-Chek un pacte de non-agression. Nous nous y refusons parce que, outre les raisons que nous avons exposées plus haut, cette politique est strictement motivée par des fins impérialistes et qu'elle conduira droit à la guerre. Or, nous n'avons nulle envie de nous battre ni pour Tchang-Kai-Chek, ni pour Staline.

Que l'Humanité en prenne son parti et qu'elle abandonne, en conséquence, cette phraséologie larmoyante dont le malheureux peuple chinois est l'occasion. Assez d'hypocrisie. Notre pitié, à nous, va aux victimes et non pas aux bourreaux.

LASHORTES.

LE PACIFISME " ABSOLU "

S'inspirant des conceptions et des méthodes préconisées pour les disciples de Tolstoi, de Gandhi et de quelques minorités chrétiennes, un certain nombre de personnes se qualifient volontiers de « pacifistes absolus ».

Ces pacifistes, d'une espèce toute spéciale, se refusent à établir quelque distinction que ce soit entre la guerre proprement dite et la révolution sociale.

Ils déclarent que guerre civile ou guerre tout court, c'est exactement la même chose, parce que c'est toujours la guerre ; que, dans un cas comme dans l'autre, c'est l'explosion de la féroce et de la haine s'exprimant par l'effusion du sang, l'assassinat collectif et le carnage.

« Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, quoi qu'il arrive, disent-ils, nous nous interdisons tout appel et tout recours aux ar-

mes ; quelles que puissent être les conditions et circonstances, nous réprobons toute réaction contre la violence par la violence. »

C'est en vain que vous tenterez de faire comprendre à ces « pacifistes absolus » qu'un abîme sépare la violence qui se défend de la violence qui attaque ; la violence insurrectionnelle ou révolutionnaire qui a pour but d'affranchir, de la violence réactionnaire ou fasciste qui a pour conséquence d'asservir ; la violence prolétarienne qui tend à la libération du travail et des travailleurs, de la violence capitaliste qui vise le maintien ou l'aggravation de l'exploitation du travail et de la misère des travailleurs.

Ne vous avisez pas, non plus, de faire observer à ces camarades (je persiste à voir en eux des camarades, parce que je les sais pavés, comme l'Enfer, de bonnes intentions) qu'ils s'obstinent naïvement à pratiquer la méthode, ridicule et surannée autant que stérile, de la fesse gauche se complaisant à succéder à la fesse droite dans la réception résignée et l'encaissement bénit des coups de botte au bon endroit.

Etant *absolu*, leur pacifisme n'a aucun compte à tenir des distinctions, des différences, voire des oppositions issues des contingences et relativités ; devant l'*absolu*, le relatif n'existe pas.

Cette théorie de la non-violence *toujours et quand même* ne manque pas de séduction. Elle s'appuie sur divers sentiments extrêmement généreux et d'une très noble élévation : condamnation du culte de la force brutale et exaltation de la mansuétude : respect de la vie humaine et amour de ses semblables, etc., etc... et on s'explique qu'elle ait fait la conquête de quelques milieux pacifistes.

Elle possède, en outre, l'avantage d'être d'une indiscutable commodité, parce qu'elle dispense ses partisans d'examiner, d'étudier, d'approfondir et de discuter les « cas d'espèce ».

Mais, si séduisant et si commode qu'il soit, ce pacifisme *absolu* présente de graves dangers, repose sur de mortelles erreurs et conduit à des résultats désastreux.

Je citerai quelques-uns de ces résultats, erreurs et dangers. Le sujet est vaste et il est présentement d'importance et d'actualité.

Tout d'abord, le Pacifisme *absolu*, tel que je l'ai défini plus haut, implique la réprobation

tion rétrospective, en bloc, des pages les plus belles, les plus glorieuses et les seules véritablement fécondes de l'histoire Universelle. Ces pages, ce sont celles que, dans l'espoir de s'élever à une existence moins misérable et plus libre, les esclaves, les serfs et les prolétaires, c'est-à-dire les opprimés et les exploités de tous les temps et de tous les lieux, ont écrits, signés et photographiés avec le sang dont ils ont rougi les routes des campagnes et les pavés des villes, au cours des émeutes, soulèvements, mouvements insurrectionnels et révoltes, qui, sur le chemin du progrès social, portent la trace d'un pas en avant.

Voilà pour le passé ; et j'aime à croire que les pacifistes *absolu*s n'en font pas tout à fait fi.

SEBASTIEN FAURE

(Voir la suite en 4^e page.)

Une année de lutte

par Viola

(Voir l'article en 3^e page)

Pensez à nos enfants d'adoption Agissez pour la fête

Par une propagande active, camarades, faites que la fête du 17 septembre obtienne un immense succès.

Deux cents lots, environ, tous d'une réelle valeur seront ce soir-là tirés au sort ; des artistes de qualité distraîtront — entre deux tirages — les spectateurs.

Si les lecteurs du *Libertaire* de la région parisienne, qui voient nos efforts, répondent à notre appel, ce seront nos petits orphelins de Llensa les premiers bénéficiaires de cette fête de solidarité.

Pauvres petits ! Il semble que les donateurs habituels les oublient un peu en ce moment. Le linge, les vêtements, les denrées de toute sorte ne sont plus apportés au Centre, 26, rue de Crussol, aussi intensément que par le passé. Maintenant que les vacances vont être terminées les amis penseront davantage à ces pauvres mômes et voudront nous donner de plus en plus les moyens de les bien soigner.

Sûrs de cela, merci à tous.

Le Comité pour l'Espagne libre.

Le "redressement" financier

Faire payer les riches (Mai 1936)

Suppression du prélèvement sur les rentes (Août 1937)

Vocabulaire guerrier

Les événements de Chine occupent les pages principales des quotidiens. Les rédacteurs puissent largement dans le vocabulaire déjà utilisé à propos de la guerre civile espagnole. A peine relâpent-ils quelques termes, ajoutent-ils quelques formules rafraîchies.

Ceint fois par jour, il est parlé de démocratie, cent fois de fascisme. Des mots sans plus aucune signification, des principes de musée, des phrases d'anthologie forment l'essentiel des articles leaders.

Sautant sur chaque occasion, interprétant tous les événements, défigurant systématiquement les faits, présentant les faits avec partialité, les organes « d'information », et ceux de « tendances » imprégnés avec persévérance leur volonté sur le cœur populaire. Sans relâche et sans fatigue, la presse hurle ce qui doit être la vérité, ce qui après la lecture sera la réalité. Photographies de première et dernière pages, titres gueulards, manchettes qui s'imposent, tout contribue à forger les opinions, à imposer les raisonnements, à remplir les crânes d'une mixture bien préparée.

Que demain éclate la guerre — mieux, que demain approche la guerre — et les lecteurs exigeront des mesures et des actes, résultats de leurs pensées et de leur volonté, que depuis des mois deux douzaines de Conseils d'administration ont décidés.

Gauche et droite, fascisme et antifascisme, paix et guerre, quelle signification peut-on donner encore à ces mots ?

Bonnet est de gauche, le militarisme polonais est antifasciste et le traité de Versailles une garantie de paix.

Les télexgrammes échangés par Franco et Mussolini parlent de la lutte contre la barbarie asiatique. Les ordres du jour syndicaux s'élèvent contre la barbarie japonaise, les congrès antifascistes votent des motions protestant contre la barbarie hitlérienne. L'U. R. S. S. est une grande démocratie socialiste, mais le ministre italien de l'Education nationale dans un numéro de la revue « Critica Fascista » conclut à un rapprochement et à une collaboration nécessaires entre les régimes dictatoriaux dont la structure intime offrent des ressemblances indiscutables et représentent le type idéal de l'Etat. Hier la France était la nation bourgeoise la plus acharnée à organiser la croisade antisoviétique, aujourd'hui, c'est une puissance pacifique dont les intérêts en font l'allié inévitable de l'U. R. S. S.

Inutile de pecher les énormités dans les journaux, il est plus facile de faire relier les collections, chaque numéro, chaque page en contient. Alors ?

SAVEZ-VOUS QUE...

Le Japon consacre 55 % de son budget à la guerre. Les dépenses frénétiques pour 1937 laissent un trou dans les finances nippones de 8 milliards de nos francs. Les impositions de toutes sortes progressent à une vitesse de catastrophe. L'impôt sur le revenu si sensible à la vie économique est en hausse de 15 % sur le précédent exercice. Malgré cela il a fallu recourir à des emprunts qui atteignent 1 milliard de yens pour 1936 (les yens valent 7 francs 50). Il faut ajouter à cela les charges de la nouvelle expédition en Chine qui ne coûtera pas moins d'un nouveau milliard au prolétariat japonais.

FINANCIÉREMENT le Japon était voici quelques mois à la côte d'alerte. Depuis des années sa pauvreté en denrées l'obligeait à recourir à une économie intérieure spartiate pour fabriquer à bas prix des produits manufacturés qu'il échangeait massivement à l'extérieur en submergeant les marchés étrangers. Il se procurait par ces moyens des devises indispensables à l'achat des matières premières utilisées par son industrie.

L'économie japonaise est une économie de transformation tributaire de l'étranger au départ (par sa pauvreté en matières premières) et à l'arrivée puisqu'il suffit d'une simple mesure douanière des pays importateurs (et les mesures douanières se sont multipliées ces derniers temps) pour que des masses de richesses manufacturières lui restent sur les bras, partant toute la vie des pays.

Dans ces conditions, il n'y a pour le Japon qu'un seul moyen de résoudre les deux difficultés : s'assurer l'exploitation de contrées riches en matières premières et le monopole de contrées pauvres en produits fabriqués. Ces deux conditions un pays voisin les remplit : la Chine dont l'économie sommaire semble faire pour compléter la monstruosité japonaise.

Lé budget 36-37 est en accroissement de 130 % sur le précédent exercice. Sans compter les constructions en cours qui doivent augmenter sensiblement ces chiffres, le Japon pourra mettre sur pied de guerre au début de 1937.

166 torpilleurs, 62 sous-marins, 39 croiseurs, 10 cuirassés, 4 porte-avions, 2.300 avions, (chiffres fournis par la S. D. N.)

Le Japon est la troisième puissance militaire du monde par le volume des armements et peut-être la première si l'on tient compte de la puissance guerrière que confère un gouvernement à la dévotion de l'armée sur un capital concentré à l'extrême, une population qui s'accroît chaque année de 700.000 âmes, qui souffre séculairement de la faim, et qui vit et travaille sous la surveillance constante des mitrailleuses de la police.

Dans ces conditions, la clique militaire n'hésite pas à mettre sous sa férule le système politique et l'économie du pays. Sous le double rapport politique et économique, les grands premiers impérialismes (Angleterre, Etats-Unis), dotés d'une démocratie et d'un prolétariat organisé, turbulent, sont en nette infériorité.

La seule fausse carte du militarisme japonais est la médiocrité des ressources financières du pays. Les emprunts passés ont absorbé une grosse partie des disponibilités capitalistes. Plus de 10 milliards sont déjà investis dont l'amortissement vient s'ajouter aux difficultés du budget. L'occupation, l'équipement et l'exploitation de la Mandchourie, sont rendus de plus en plus difficiles par la pénurie des capitaux.

Le solde de la balance commerciale s'est retourné en défaveur des exportations japonaises. Cette économie fait pour le dumping ne peut survivre aux mesures restrictives édictées par divers Etats importateurs.

C'est pourquoi il est indispensable au Japon de mettre sous sa tutelle politique des pays d'économie complémentaire. L'absence de moyens pacifiques (capitales) ne lui laisse pas d'autre issue pour cela que la guerre.

Avec l'expédition de Chine, le Japon a entamé la première phase de l'expansion du désespoir.

Nous trouvons dans le système politique du Japon les thèmes généraux de l'autocratie militaire mêlés à des bizarres survivances démocratiques. Quoique le Gouvernement soit pratiquement dans les mains de la clique militaire, on n'en conserve pas moins un Parlement élu qui passe tout à tour des mains de deux grands partis (conservateur et libéral) comme dans une quelconque démocratie bourgeoise.

Pourtant la bourgeoisie moyenne est quasi inexistant. La Classe aisée est constituée par les techniciens et les intermédiaires de toutes sortes. Cette classe de fonctionnaires, limitée à ses attributions est peu nombreuse. La paysannerie dans ce pays où le sol est pour les trois quarts infertile se trouve forcément réduite. Très misérable et subissant les mêmes maîtrises, elle n'est pas une classe distincte du prolétariat.

Une demi-douzaine de banquiers et de chefs d'industrie trône au sommet de la société japonaise. Avec la caste militaire et le Parlement à leur dévotion ils dirigent effectivement le bloc où la banque, l'industrie, l'armée, la police se sont fondées en une monstrueuse synthèse qui est pour l'occident une anticipation de son capitalisme.

Le prolétariat extrêmement misérable constitue la grosse part de la population. Le Japon est le pays le plus prolétarié du monde, en profondeur et en surface. Les partis ouvriers, tous illégaux, ne peuvent qu'une agitation larvée qui vient parfois attiser le mécontentement des masses. La nation et l'armée étant chose sacrée, la production est obligatoire, et le producteur réticent travaille souvent sous la menace des mitraillères.

L'absence de lois sociales, la rapacité patronale, le travail des femmes et des enfants sont choses trop connues pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Toujours est-il que, le mécontentement croissant avec la misère, on semblait entraîner des mouvements populaires que le Parlement inquiet de la dictature militaire serait peut-être trop heureux d'appuyer.

L'expédition en Chine doit être pour les magnats, les banquiers et les dignitaires de l'armée, un dérivatif à la question sociale en même temps qu'une opération commerciale. Les deux problèmes s'enchaînent on espère les résoudre du même coup.

Juste révolte

De nouveau, et en dépit de la saison des vacances, les bagnes d'enfants défaient la chronique. Après les mutineries de Saint-Hilaire, de Belle-Île, mouvements que la grande presse a passés sous silence d'ailleurs, voici une véritable révolte à la maison de « redressement » (sic) d'Aniane. Ici, pas moyen de dissimuler le fait; les colons ont mis le feu à leur sinistre bâti, palliant en cela à la regrettable carence de leurs généraux partisans d'hier, et une partie d'entre eux tentent de s'enfuir. Aussi les journaux commentent l'événement.

Depuis déjà longtemps, les bagnes d'enfants sont une véritable mine pour les gens de maison, je veux dire pour cette variété de domestiques ayant troqué le plumeau pour le stélographie et qu'on appelle fort improprement « journalistes ». Toujours en quête d'un bon « papier » et possédant avec l'art subtil de parler à propos celui non moins subtil de se taire au moment voulu, ces « serviles », prennent, en certaines circonstances, l'attitude d'hommes libres outragés dans leur honnêteté foncière. Un scandale éclate-t-il ici ? Pas de personnalité marquante en cause ? Voilà qu'ils se fachent, jouent les indignés, en appellent aux ministres, au ciel, au peuple ! Ça ne se passera pas comme cela, ils ne le permettront pas, eux, ces écrivains loyaux, ces individus libres et dont la noble profession est de renseigner le public ! Des maisons de correction, des gardes-chiourmes, quelle infamie ! Mais nous allons rétorner tout cela !

Et voilà la campagne engagée, les titres sur cinq colonnes, les reportages sensationnels et les listes de pétition. Le public réagit, s'enthousiasme, les députés dressent l'oreille, les ministres enquêtent, décident, arrêtent des décrets. Branche-bas de combat ! On va bien voir. Un directeur déplacé, un médecins à la retraite ! Et ce n'est qu'un commencement ! Et puis, tout rentre dans l'ordre, la Garde des Sceaux est sacré grand homme, le journaliste décoré de la Légion d'Honneur va interviewer les vedettes de cinéma, la foule s'apaise, et les bagnes d'enfants continuent. Comme c'est simple, le journaliste infâme nous vivons, au nom des assassins, sur lesquels elle s'éclifie, n'a aucune qualité pour juger qui que ce soit. Ses crimes l'excusent d'avance ceux des individus qui en sont victimes. Colons d'Aniane, ne reculez devant rien pour conquérir votre liberté ! Votre conscience est nette ! Contre la meute qui vous pourchasse, vous êtes en état de légitime défense !

Cependant les gosses, dans leurs cachots toujours debout, mâchent leur pain toujours sec sous l'œil mauvais des mêmes surveillants, croient que leur appel a été enfin entendu, que la justice va s'accomplir, que l'humanité aura le dernier mot. N'ont-ils pas vu, des jours durant, ces enquêteurs, ces écrivains qui tenaient tête à leurs bourreaux, les questionnent ? N'ont-ils pas eu écho de cette indignation populaire, de cette sympathie publique à leur endroit ? Sûrement, une ère nouvelle est née, les brutes qui les gardent vont être révoquées, les fers supprimés, les maisons transformées, la torture interdite. Déjà on remercie tous ces gens, ce ministre qui avait essayé les chaînes, ce rédacteur important qui avait juré de ne pas abandonner l'enfance martyre, ces milliers de personnes qui avaient signé une pétition pour la suppression de l'odieux régime. La confiance revenait, la vie apparaissait prometteuse, le ministre « laissez toute espérance » n'était plus vrai !

Et puis, brusquement, silence, plus rien. Le ministre est reparti vers d'autres discours, d'une portée électorale plus immédiate. Le journaliste au nom désormais célèbre, vers des articles plus rémunératifs. La foule à des sujets moins tristes et s'accommodant de solutions plus paresseuses. Le directeur est toujours là. Le cachot existe encore. Et le nouveau règlement limitant les jours de fers et les nombres de « pains secs » n'a guère vécu plus de huit jours. L'évènemment est calme, l'opinion a oublié, de nouveau il règne autour des bagnes d'enfants une indifférence et un silence qui donnent aux sadiques toute latitude pour se venger sur leurs prisonniers de tous les « ennuis » qu'ils ont eu à leur sujet.

Seulement, cette fois-ci, on a été trop loin. On ne joue pas ainsi avec des cours d'enfants malheureux. Quand on s'est présenté aux martyrs avec l'aéroplane de reporters influents, au cœur sensible et bon, quand on a déclenché une action de masse, quand un gouvernement qui « n'était pas comme les autres », paraît-il, puisqu'il était de Front populaire, avait tous pouvoirs pour mettre terme au scandale, on n'a plus ni le droit, ni le moyen de s'en tirer par une piroquette. Et c'est parce que les pitres de Rucart et consort se sont dérobés après les mesures anodines, parce que les « pisso-copie » se sont trop bruyamment contentés, au nom des malheureux, de ces réformes inopérantes, parce que la foule, égoïste et paresseuse, s'est trop tôt calmée que les pupilles ont décidé d'agir eux-mêmes. Trahis par les uns, abandonnés

par les autres, ils ont essayé de s'en sortir par leurs propres moyens. N'était-ce pas naturel ?

Et, aussitôt, la presse, à leur égard, prend un autre ton. Hier, les colons geignaient. Aujourd'hui ils vocifèrent. Leurs surveillants étaient des brutes. Ce sont désormais des hommes de grand sang-froid. On félicite les gardes mobiles qui ont rattrapé des fuyards. On publie en bonne place la déclaration d'un directeur qui incrimine le régime trop « doux » des colonies.

On encourage les paysans à participer à la chasse à l'homme ! En un mot on se montre sous son vrai jour, pour ce qu'on est : des bourgeois !

Plus question de sensibilité, d'humanité, d'aide aux malheureux. Il faut bien finalement que force reste à la Loi ! Et les journalistes même « humanitaires » sont toujours partisans de sa tâche.

Tant mieux ! Tant mieux que cette équivocation soit dissiplée ! Tant mieux que soient dénoncés publiquement ces faux bons hommes qui semblent vouloir tout réformer et qui, au fond, s'accommodent trop bien du statu quo. Tant mieux que les colons d'Aniane aient incendié leur prison eux-mêmes, la foule, tout juste capable d'applaudir aux singeries d'un cuistre promu ministre, étant trop lâche pour les délivrer.

Dommage que le directeur, ses surveillants et les gardes mobiles de renfort n'aient pas griffé avec la baraque ! Et vous, paysans imbéciles qui aidiez la flicade dans sa sale besogne, votre conduite justifie et réhabilite le fugitif qui vous assommera pour vous voler des vêtements. Ne venez pas vous plaindre et crîer à l'enfance criminelle. Il n'y a pas d'enfants criminels ! Il n'y a que des hommes qui sont des salauds !

La société infâme où nous vivons, au nom des assassins, sur lesquels elle s'éclifie, n'a aucune qualité pour juger qui que ce soit. Ses crimes l'excusent d'avance ceux des individus qui en sont victimes. Colons d'Aniane, ne reculez devant rien pour conquérir votre liberté ! Votre conscience est nette ! Contre la meute qui vous pourchasse, vous êtes en état de légitime défense !

Maurice DOUTREAU.

LA BOITE AUX BOUQUINS

Le chandelier enterré

de Stefan ZWEIG

Traduit de l'allemand par Alzir Hella

Sous ce titre, Stefan Zweig nous conte trois légendes, deux sur le destin du peuple juif et ses malheurs, et une qui nous transporte en Orient.

Les deux premières sont intéressantes en ce qu'elles sont empreintes d'un mysticisme et d'une résignation qui lassent un peu à la longue. L'histoire du chandelier sacré dérobé à chacune des invasions barbares et que les Hébreux poursuivent sans cesse est une séduisante allégorie. Le récit contient des passages et des descriptions admirables. Celle du pillage de Rome par les Vandales, pour brève qu'elle soit, est une merveille.

La légende orientale, « Virata », nous montre les tourments d'un homme juste et désireux de vivre en accord avec sa conscience. Cette moralité supérieure le fait abandonner successivement les charges qui lui conféraient sa naissance et ses qualités. D'abord soldat, il comprend toute l'horreur de la guerre ; chargé de rendre la justice, il comprend toute la fragilité des jugements humains et leurs criminelles conséquences. Ainsi, il se déboule de ses préjugés et devient une sorte de philosophe anarchiste. Le récit de cette ascension morale est puissamment attachant.

Le livre est écrit dans un style vivant et coloré. Toujours la curiosité du lecteur est en éveil et l'intérêt ne faiblit pas.

Beaucoup s'écartent en général des auteurs étrangers, à cause de la saveur qui se perd à la traduction. Il en est ici tout à fait différemment. L'adaptation d'Alzir Hella est incomparable, et Stefan Zweig peut se féliciter d'être ainsi présenté aux lecteurs de langue française. Rien n'est perdu de la force de l'ouvrage et le style très pur et poétiquement image d'Alzir Hella en rend la lecture prodigieusement intéressante.

M. D.

C'est 0 fr. 42

que vous paierez le libertaire, tant que les tarifs d'abonnement ne seront pas augmentés — ce qui ne saurait tarder.

Hâitez-vous de nous adresser votre bulletin

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE

ETRANGER

52 Nos ... 22 fr.

28 Nos ... 11 fr.

Chèque postal : Scheck Antritt, Paris 487-78

9, rue de Bondy (10^e)

Téléphone : BOTzaris 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE : 193

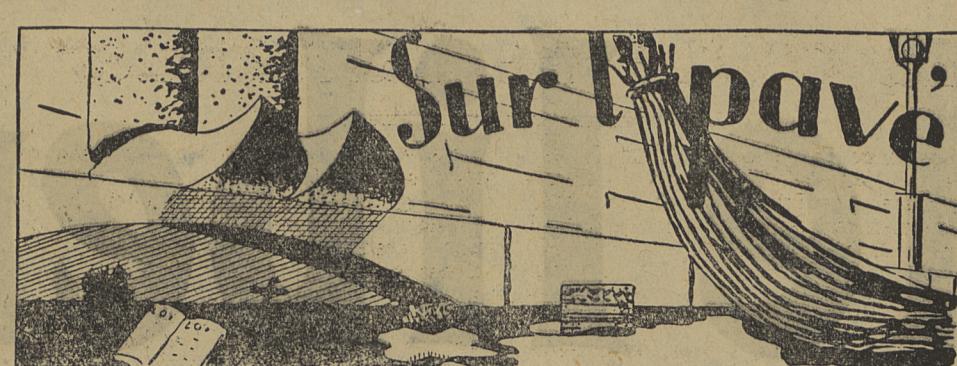
Nom (1) le

Ville :

(4) Ecrire très lisiblement.

Adresse :

Département :



A-PROPOS MUSICAL

Ce fut un éclat de rire général dans toute la France quand le grand public apprit, par Le Libertaire, le sort qu'avait eu, en Staline, la chanson parisienne. Tout va très bien, Madame la marquise.

A l'idée que l'on avait pu faire croire aux Russes qu'il s'agissait là d'une nouvelle Carmen, tout le monde se tibiauchonna de Lille à Carcassonne et de Strasbourg à la Pointe-d'Orléans (je dis Pointe à Pitre à cause de la France d'autre-mer !)

Pour sûr, ça n'est tout de même pas chez nous qu'on ferait valoir de pareilles histoires ! Nous autres, en tant que descendants de Voltaire, on a tout de même de l'esprit critique !

Ainsi pensait François moyen.

Or, et sans doute afin de lui donner un démenti, Paris-Midi publiait la semaine dernière l'information suivante : « Au cours d'un concert, un commencement d'incendie ayant éclaté, et les lumières s'étant subitement éteintes, une légère bousculade se produisit. Elle fut dégénérée en panique sans le sang-froid du chef d'orchestre, qui eut l'idée de faire jouer la Marseillaise. Entendant l'hymne national, l'auditoire se ressaisit et la sortie put s'effectuer sans incident. »

Et l'informateur ajouta : « Il est à souhaiter, étant donné l'effet produit sur tous les bons Français par la Marseillaise, que l'on s'habite à la chanter aux moments critiques afin qu'elle redonne du courage aux hésitants. »

Tout à fait d'accord ! Il est même regrettable que l'on ait pas reconnu plus tôt les précieuses vertus de notre hymne. On aurait pu le jouer, par exemple, lors du fameux incendie de la Charité. Cela eut sans doute été évité que des bons Français, tous messieurs de... avec d'authentiques portables, n'assombrissent les femmes à coups de cannes à pommeau d'argent afin de se sauver plus vite.

La noblesse du fabourg Saint-Germain pourra ainsi, sans faire sourire, parler de l'héroïsme et de la chevalerie, d'actions essentiellement nationales ». Il est vrai que, la plupart de ces Messieurs, étant royalistes, ils n'eussent point été émus par les strophes de Rouget de l'Isle.

Il importe donc, à notre avis, de trouver un moyen à redonner du courage à tous les bons Français sans distinction d'opinions politiques et d'âge à mettre fin aux dangereuses paniques, toujours à craindre dans les accidents.

Après mûre réflexion, et pour les cas d'incendie plus particulièrement, nous pensons que la chanson populaire « Avec les pompiers » serait tout à fait de circonstance.

La chute de Santander

La prise de Santander n'a surpris personne. Il était évident qu'après l'insuffisante défense de Bilbao, Santander n'offrirait qu'une résistance moindre encore à l'avance des hordes franquistes. Il ne faudra pas s'étonner davantage si un jour toute la Côte cantabrique, y compris les Asturias, tombe au pouvoir de Franco.

C'est que dans cette guerre, les intérêts économiques des impérialismes et notamment de la City jouent un rôle plus grand que la vaillance combative — d'ailleurs incontestable — des antifascistes révolutionnaires. C'est à dessein que nous soulignons l'épithète révolutionnaires, car il ne faut jamais perdre de vue que dans l'amalgame anti-fasciste, le bloc catholique a joué dans les provinces du Nord restées libres, un rôle de dissociation indiscutable.

Le gouvernement basque réfugié à Bayonne peut bien aujourd'hui parler de trahison et dénoncer, dans un communiqué quel d'ailleurs la presse de toute tendance n'a donné qu'un écho assourdi, les inconcevables retraites des troupes gouvernementales, il n'en reste pas moins qu'il porte lui-même une lourde responsabilité dans les événements actuels. Nous ne pourrons jamais oublier que les premières persécutions contre les anarchistes partirent précisément de Bilbao et se matérialisèrent par l'expropriation de l'imprimerie C.N.T. del Norte, au profit des communistes et grâce à la complicité des catholiques basques — le *Libertaire* l'a signalé en son temps. C'était une première fissure dans le bloc anti-fasciste. Il y en eut bien d'autres...

Mais un élément plus puissant encore est intervenu dans la défaite de Santander. C'est la pression inévitée exercée par l'entrechock des rivalités établies de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie. Nous ne sommes pas dans le secret des dieux, mais il nous semble bien que tout se soit passé comme si l'Angleterre et l'Italie se fussent tacitement mises d'accord, à l'exclusion de l'Allemagne d'ailleurs, pour sauvegarder leurs intérêts respectifs. Il y a des centaines de bons millions anglais investis dans les industries du Nord de l'Espagne, ne perdons jamais cela de vue...

D'autre part, l'intervention cynique de l'Italie dans cette affaire a certainement un sens plus étendu que celui d'une simple revanche à la mémorable pile de Guadarrama. Il peut signifier que, moyennant la levée de la menace révolutionnaire sur les capitales anglais investis dans les mines et les entreprises cantabriques, grâce à l'intervention italienne, l'Angleterre sera prête à une détente des relations avec sa rivale méditerranéenne. Le rapprochement anglo-italien, dont on a beaucoup parlé, ces jours-

ci, n'a, en tout cas, soyons-en sûrs, aucune raison sentimentale.

N'est-on pas dit, d'un autre côté, que la démission de von Faupel pour « raisons de santé » traduisait simplement l'échec partiel des Allemands dans leur revendication d'une part du gâteau espagnol ?

Quoi qu'il en soit, ce qui paraît indiscutable et clair, malgré l'enchevêtrement inextricable des intrigues diplomatiques et des rivalités économiques, c'est que dans l'affaire il n'y a qu'un seul bénéficiaire : c'est le capitalisme international, quelle soit sa couleur.

Et si, comme il est infinitimement probable, il y a eu trahison, c'est au capitalisme international que ce crime a profité.

Enfin nous ne pouvons passer sous silence l'inqualifiable felonie de certains chefs militaires livrant sans vergogne les militaires anarchistes aux troupes de Franco, car avec certains éléments basques, la seule résistance effective a été opposée par les éléments de la F.A.I.

On ne s'étonnera pas davantage que certains de ces Judas aient pu se revendiquer du stalinisme. — L. A.

Les Judas à l'œuvre

Nous reproduisons ci-dessous en nous bornant à souligner les passages significatifs, un extrait de la dépêche d'agence que de nombreux journaux ont reproduite, sur les circonstances de la reddition de Santander. Elle se passe, on le verra de commentaires.

Santander, 25 août. — L'entrée des nationaux à Santander fut retardée par un incident dramatique. La ville était déjà virtuellement au pouvoir de la police, des gardes d'assaut et d'éléments nationalistes dès mercredi soir.

Jeudi matin, vers 6 heures, TROIS COMMISSAIRES EN UNIFORMES À L'ETOILE SOVIETIQUE se présentèrent devant un poste avancé des légionnaires, situé auprès du croisement où toutes les routes du sud se joignent pour n'en former plus qu'une seule, à environ 2 kilomètres 500 du faubourg ouest de la ville. C'était le commandant des gardes d'assaut Pedro Vega, le commandant Milicis Angel Botella et le capitaine Luis Terez. Conduits immédiatement devant le général commandant le secteur, ces officiers offrirent la reddition de la capitale mais signalèrent qu'un bataillon de miliciens de la F.A.I. qui s'était massé à droite de la route dans la direction de la baie de Santander, au nord-est du village de Mariadas, avait décidé de lutter jusqu'à la mort.

Sous ce prétexte, on devine qu'il s'agit surtout de s'assurer de la personne d'un adversaire que ses anciennes fonctions de délégué à la Sécurité et ensuite à l'Hygiène, rendaient redoutable.

Nos camarades espagnols pris dans la tenaille Franco-Staline, ne peuvent réagir comme il conviendrait. Aussi, tant que la protestation des militants étrangers ne s'élèvera pas avec puissance, on peut être sûr que le gouvernement Negrin continuera à suivre docilement le chantage stalinien.

Il faut que cela cesse. Déjà une inquiétude s'empare des militants les plus avares et les plus audacieux du mouvement révolutionnaire français.

Nous avons eu le réconfort de lire notamment dans le *Populaire* de mardi, une vigoureuse protestation signée de Marceau Pivert et de Daniel Guérin. Il importe que l'initiative de ces militants, proposant notamment la création d'une commission permanente d'enquête du P.S. en Espagne, soit suivie et imitée. Dans le mouvement syndical notamment, il y a encore heureusement des éléments nombreux qui pourraient et qui devraient réagir. Qu'ils se hâtent. Qu'ils clament leur mépris des saboteurs qui ne savent gagner des batailles que contre les révolutionnaires qui ont été le meilleur élément de succès dans la lutte contre Franco.

Parti qu'une délégation permanente de la C.A.P. soit envoyée auprès du Parti socialiste espagnol afin d'assurer plus étroitement :

D'une part, notre solidarité fraternelle dans la conduite des opérations militaires et révolutionnaires, l'organisation directe de l'aide effective du prolétariat français à l'Espagne socialiste ;

D'autre part, le respect des garanties dues à tous les travailleurs antifascistes : la cessation immédiate des mesures répressives contre le prolétariat et l'avant-garde révolutionnaire.

(Le *Populaire* du 31-8-1937.)

D'un article de Marceau Pivert et Daniel Guérin

LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET NOUS

Mais, d'autre part, nous, nous ne pouvons faire les inquiétudes croissantes, le sentiment de révolte que nous inspirent une série d'événements de caractère contre-révolutionnaire dont l'Espagne républicaine est, depuis quelques mois, le théâtre. En mai, on tente de détruire le prolétariat de Barcelone et de lui enlever certaines positions statutaires ; le sang ouvrier coule. Un parti prolétarien marxiste, le P.O.U.M. est dissous, sa presse supprimée. L'un de ses initiateurs, Andrés Nin, ancien conseiller pour la Justice de la Généralité de Catalogne, est arrêté et disparait dans des circonstances plus que troublantes. Retrouvera-t-on un jour son cadavre, comme on a retrouvé en Italie celui de Matteotti ? Joaquin Ascaso, président du Conseil d'Aragon — de cet Aragon dont notre camarade Juin décrivait récemment dans le *Peuple* les admirables réalisations collectives — est incarcéré, le Conseil dissous. La répression n'épargne pas les militaires venus de l'étranger se mettre au service de la révolution espagnole : deux membres de la 15^e section socialiste sont maintenus en prison à Barcelone ; un camarade de la F.S.G.T. (Amis de la Nature), engagé volontaire dans le régiment « bataillon de la mort », est condamné par un tribunal « sommaire » à vingt ans de prison, etc., etc...

Affaires intérieures, qui ne vous regardent pas, répond Valence. Pardon ! Elles nous regardent ces « affaires », tout autant que le scandale de la « non-intervention », parce que nous sommes des socialistes internationalistes et que la direction du gouvernement républicain appartient (au moins nominalement) à des socialistes. Et c'est pourquoi, nous voulons, non seulement aider les antifascistes espagnols à vaincre Franco, mais aussi obtenir d'un parti frère le respect des droits démocratiques les plus sacrés : la Liberté, la Justice et la Vie, pour tous les antifascistes.

En conclusion, nous demandons à notre

parti qu'une délégation permanente de la C.A.P. soit envoyée auprès du Parti socialiste espagnol afin d'assurer plus étroitement :

D'une part, notre solidarité fraternelle dans la conduite des opérations militaires et révolutionnaires, l'organisation directe de l'aide effective du prolétariat français à l'Espagne socialiste ;

D'autre part, le respect des garanties dues à tous les travailleurs antifascistes : la cessation immédiate des mesures répressives contre le prolétariat et l'avant-garde révolutionnaire.

(Le *Populaire* du 31-8-1937.)

UNE ANNÉE DE LUTTE

L'Espagne d'aujourd'hui

Notre camarade Viola, qui commandait sur le front d'Aragon, les brigades italiennes, en compagnie de Rossell, commence dans ce numéro la publication de ses impressions et souvenirs personnels que nos lecteurs liront avec un vif intérêt.

Il y a un an, j'arrivais en Espagne, une quinzaine de jours après les journées insurrectionnelles de Barcelone. Je n'y allais pas comme reporter, pour y rechercher tel ou tel autre plaisir romantique comme il y a eu dans toute guerre civile, mais comme révolutionnaire auquel l'occasion s'offre pour se trouver face à face aux fascistes et de se battre contre eux, les armes à la main.

A Barcelone je cherchai tout de suite à rencontrer le camarade Durruti auquel je me suis senti toujours lié d'une amitié fraternelle depuis nos rencontres à Paris et à Bruxelles. Durruti était au front de Saragosse. J'y allai parce que j'étais empressé de le voir et de lui parler. Quel enthousiasme ! On causa de tout, de nos souvenirs, mais surtout de la Révolution en marche. — Reste avec moi, me fit-il. Mais je ne pouvais pas, car à Barcelone, les autres camarades m'attendaient, avides de savoir leur destination.

Combien d'autres vieux et chers camarades je n'ai pas rencontrés à Barcelone ? Santillan, membre du Comité des Milices Antifascistes, qui s'intéressait à la constitution d'une Colonne Italienne commandée par Rosselli de *Giustizia è Libertà* et Angeloni de la Ligue des Droits de l'Homme. Pour deux raisons j'acceptai l'idée : la première parce qu'une telle formation exclusivement italienne aurait suscité un enthousiasme naturel parmi la masse des émigrés antifascistes et constitué un facteur d'encouragement pour le recrutement ; la seconde, parce que cette formation pouvait avoir — comme ce fut le cas — une répercussion logique, du point de vue moral, en Italie, donnant l'exemple et la preuve que les Italiens n'étaient pas tous résignés et des lâches.

La « Colonne Italienne » se constitue en 1^e Caserne Pedralbes — aujourd'hui Caserne Bakounine. Quand nous partîmes pour le front de Huesca, pour être incorporés dans la « Colonne française Ascaso », nous défilâmes par les rues de Barcelone entre deux rangs épais d'un peuple en proie à un enthousiasme indescriptible.

Camarades, n'abandonnez pas les enfants de vos frères espagnols. Collectez pour eux, exigez qu'on les traite comme des êtres humains et non comme des malfaiteurs. Faites-en vos gosses d'adoption. La grande famille du prolétariat français ne doit pas abandonner les enfants des lutteurs espagnols.

Répondant aux collecteurs dans vos syndicats, exigez que cesse le traitement inhumain et la surveillance policière qu'on impose aux petits réfugiés du Val d'Or.

Le « Colonne Italienne » se constitue en 1^e Caserne Pedralbes — aujourd'hui Caserne Bakounine. Quand nous partîmes pour le front de Huesca, pour être incorporés dans la « Colonne française Ascaso », nous défilâmes par les rues de Barcelone entre deux rangs épais d'un peuple en proie à un enthousiasme indescriptible.

Ce fut de même jusqu'à Lerida, dans toutes les gares et pendant toute une nuit.

Après Joaquin Ascaso

Aurelio Fernandez est à son tour arrêté !

Le prolétariat révolutionnaire français restera-t-il insensible devant la vague de répression qui s'abat sur les militants qui, au 19 juillet, ont sauvé l'Espagne du fascisme ?

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le Conseil d'Aragon était à peine mis en état d'arrestation que son président, notre camarade Joaquin Ascaso était mis à l'abri sous le chef de la police à Madrid.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des accusations infamantes.

Le mouvement de répression envers les militaires les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accentuer chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliniens.

Le sabotage général de la guerre

(suite de la 3^e page).

Les plus grands efforts offensifs ont été faits sur le front de Madrid. C'est là qu'on a accumulé des hommes et des armes en abondance, qu'on a gaspillé les vies et les munitions avec une prodigalité déconcertante. Et on les gaspille en pure perte. Contre des positions formidables défendues, il est logique de se maintenir sur la défensive, surtout si ces positions servent de base pour ces attaques puissantes, et de prendre l'offensive sur les points faibles de l'ennemi. C'est justement sur les points les plus forts que l'on a toujours attaqué.

Je préfère ne pas détailler la désorganisation inconcevable qui présida les tentatives de prise de Teruel, dans trois occasions qui furent autant de défaites. On va maintenant faire un nouvel effort sur le front d'Aragon. Ce sont nos colonnes qui iront les premières. Nous verrons s'il s'agit de faire massacrer le plus grand nombre possible de miliciens révolutionnaires à peine armés, ou de tenter réellement un effort de résultats positifs au point de vue antifasciste.

MAUVAISE VOLONTE EVIDENTE

Quand Bilbao tomba, le parti nationaliste basque donna à son représentant au gouvernement, le très catholique Iturbe, l'ordre de démissionner pour protester de l'inerrière démontrée par le pouvoir central.

Ce n'était pourtant pas des révolutionnaires. La preuve, c'est que malgré tout l'accord finit par se faire, mais le reproche est là, justifié en tous points.

Je me suis souvent demandé si la conduite observée par ces gens provenait de l'imbecillité ou de la mauvaise foi. Il y a des deux sans doute, mais l'imbecillité est relative et la mauvaise foi est absolue.

Car on trouve de l'intelligence, une intelligence surprenante dans la façon dont a été organisée, dans l'Espagne antifasciste, la lutte contre la révolution. Le tact, l'hypocrisie, l'adulation, le chantage, l'audace, tout a été employé, graduellement ou simultanément, selon les régions ou les circonstances. Les manœuvres enveloppantes ont été si habilement réalisées qu'elles ont surpris quand elles paralyssent déjà bien des forces de résistance.

Voyez de quelle façon silencieuse a été réorganisée la police. En mars il y avait en Catalogne vingt-cinq mille gardes civils, gardes d'assaut et carabiniers. Combien y en avait-il dans toute l'Espagne ? Combien y en a-t-il maintenant ?

Tout cela est passé presque inaperçu au peuple et pourtant on a dépensé pour équiper ces forces des dizaines et des dizaines de millions. Il n'y avait pas d'argent pour armer le front, mais on en trouvait pour se procurer des centaines et des centaines de camions, et tous les moyens de lutte dont sont dotées les forces de répression.

Quand on voit de quelle façon, intelligente et ferme, l'offensive a été prise contre nous, comment on a préparé le terrain pour expulser des postes officiels et pour, en même temps, nous répondre par les armes, comment on a attaqué les collectivités, comment on s'est emparé de toute la direction de l'armée — en promettant des armes qui n'ont pas été données —, on est forcé de conclure que si les politiciens avaient travaillé pour vaincre le fascisme comme ils ont travaillé pour vaincre la révolution, il y a longtemps que Franco aurait passé la frontière.

LES ACHATS D'ARMES

Il viendra un jour où ce que je vais dire sera documenté. Je ne peux, pour le moment, que citer rapidement des faits d'une importance, et qui doivent commencer à être connus.

On a d'abord mal employé les armes qu'on avait, en attaquant là où nécessairement on devait être repoussé ; on a ensuite refusé l'argent à la Catalogne pour organiser une véritable industrie de guerre sous la prétexte, répétait toujours Prieto, de « garder l'or pour reconstruire après la guerre » l'Espagne ; on a enfin saboté l'acquisition d'armements.

Ce sont des faits bien connus de beaucoup de gens qui se taisent, mais dont les témoignages seront publiés à leur heure. Beaucoup de ces gens-là sont des antifascistes de toutes les nationalités, qui se sont dégotées de l'attitude de Prieto et de Negrin, lorsque celui-ci était ministre des Finances dans le cabinet Largo Caballero.

On aurait pu acheter une fabrique entière de fusils, son propriétaire était disposé à transporter toutes les machines à Barcelone. Il fut impossible d'arracher les seize ou dix-sept millions de pesetas nécessaires, quand on dépensait cette somme tous les mois pour maintenir les vingt-cinq mille agents de police en uniforme qui inondaient la Catalogne.

On aurait pu acheter une autre fabrique et en disposer pour fabriquer des milliers de fusils et, comme dans la première, des dizaines de millions de cartouches, alors qu'en Catalogne on ne fabriquait pas deux cartouches par jour et par milicien d'Aragon ; impossible encore d'obtenir l'argent.

Une quarantaine de canons antiaériens furent mis, moyennant paiement, à la disposition du gouvernement de Valence. A ce moment l'aviation fasciste bombardait impunément les centrales électriques de la Catalogne, menaçant de laisser cette région sans fluide, sans force motrice. Impossible d'arracher l'argent.

Des achats massifs de centaines de millions de pesetas ont été possibles. Des techniciens espagnols et étrangers s'en sont occupés, beaucoup d'hommes se sont compromis. Mais toujours, au dernier moment, le refus têtu de Prieto et de Negrin a rebute les meilleures volontés. Prieto et Negrin, que Staline a fait placer à la tête du gouvernement « de la Victoire ! »

POURPARLERS DE PAIX

Malgré la volonté verbale de mener la lutte contre le fascisme, il est impossible de croire à la sincérité de la plupart des

LE PACIFISME "ABSOLU"

(suite de la 1^e page).

politiciens espagnols. L'affirmation que j'ai faite dans mon dernier article, en ce qui concerne la trahison des bolcheviques mêmes, peut sembler excessive et partielle. Elle se base malheureusement sur des réalisations.

Dans le cabinet de Largo Caballero, sans lui, Galarza, Del Vayo et les quatre ministres de la C.N.T., étaient décidés à continuer la lutte. Le reste, républicains, socialistes de Prieto, communistes, nationalistes basques constituaient un bloc partisans de la paix et qui avait, à plusieurs reprises, tenté d'engager des pourparlers avec Franco.

Le discours retentissant prononcé par Largo Caballero au mois de mars, et dans lequel il proclamait qu'il ne présiderait jamais un gouvernement de paix, était une réplique à ces tractations et une mise en garde qui trouva, dans une énergique campagne de « Solidaridad Obrera », un écho anxiéusement dirigé par le Comité National de la C.N.T.

C'est parce qu'il ne voulait pas entendre parler de ces tractations que Largo Caballero fut mis en minorité et condamné au silence par l'alliance républicaine-socialiste réformiste-bolchevique.

CONCLUSION

1^e Pas d'enthousiasme, pas même d'intérêt pour empêcher le mouvement fasciste dans celui-ci, au su de tout individu informé du mouvement politique, se préparait dans toute l'Espagne, sous la direction de l'Etat-Major de l'armée républicaine et de Franco, monarchiste avoué.

2^e Pas d'initiative intelligente pour la lutte, pas de synchronisme dans les attaques et dans la défense, fronts systématiquement dégarnis, massacre d'énormes quantités d'hommes, soit qu'ils attaquent des positions impréhensibles (front du Centre), soit qu'ils attaquent sans armes (Aragon en général), soit qu'ils attaquent dans une désorganisation telle qu'ils devaient charger à la baïonnette en attaquant les positions à 1,500 mètres à découvert (cinéma de Teruel), en ayant des balles Mauser pour des fusils Remington, ou des balles Remington pour des fusils Mauser, ou sous le bombardement continu de l'infanterie par l'artillerie gouvernementale (attaques sur Teruel).

3^e Refus obstiné d'acheter des armes dont on manquait, même dans des conditions commercialement régulières ; refus de donner à la Catalogne de quoi organiser une véritable industrie de guerre.

4^e Tentatives réitérées d'arriver à un accord avec Franco ; volonté de paix réactionnaire.

Tout cela démontre que le bloc antirévolutionnaire derrière lequel, malgré tout marche Largo Caballero, dont l'attitude est différente pour des raisons de chapelle politique, ne se contente pas de saboter la révolution, il sabote aussi la lutte antifasciste. Sans doute parce que la victoire sur le fascisme entraînerait une transformation substantielle de la vie sociale espagnole, dans laquelle la politique traditionnelle et le parasitisme seraient radicalement éliminés.

ROBERT LEFRANC.

Les réalisations ouvrières en Palestine

Quand il y a quarante ans de cela, Théodore Herzl développa l'idée du sionisme, le but qu'il se proposait d'atteindre était simplement la fondation d'un homme pour tous les juifs pourchassés dans le monde. La question sociale et politique n'apparaissait que calquée sur le système démocratique en vigueur dans l'Europe occidentale. L'émigration juive au début se fit sur une petite échelle. Les premières colonies qui furent fondées se trouvèrent en hostilité avec les éléments religieux et Théodore Herzl lui-même ne put obtenir du capital juif l'appui qu'il en avait escompté.

Il failut la guerre de 1914 pour que l'Angleterre accordât la promesse que la Palestine pourrait être colonisée par les juifs qui accepteraient de s'y transplanter. Les persécutions antisémites qui suivirent dans le monde la grande terreur apportèrent les éléments jeunes et actifs qui transformèrent radicalement la question. Les juifs sionistes se basent sur la déclaration Balfour, d'une indépendance en Palestine, apportée dans le pays les méthodes d'exploitation moderne et pour cela appliquèrent le système collectiviste dans la production et les échanges. Il est hors de doute que ces essais ne furent pas d'un bon côté par les régimes capitalistes régnant le monde.

En dehors des ménages anglais créant des troubles pour avoir l'occasion d'intervenir et de servir d'arbitre entre les éléments juifs colonisateurs et les éléments arabes, le seul but poursuivi par l'Angleterre fut la conservation du mandat.

Malgré toutes les embûches dressées, les combats sionistes du monde entier ne cessèrent d'apporter leur appui aux pionniers qui sur les sables mouvants créaient les colonies ouvrières. Après 17 ans d'efforts, ces colonies collectivisées sont viables.

Les colonies se développent sans cesse. 70.000 hectares de terres incultes sont aujourd'hui rationnellement exploités. L'industrie à son tour se développe et il est à prévoir — prochainement — que la balance se soldera en faveur des colonies et permettra — si de nouveaux troubles ne sont suscités — l'établissement de nouveaux colons. Le développement des œuvres d'assistance sociale, les écoles enfin tout ce qui concerne la santé physique et le développement de la culture est poussé à un stade atteint dans les parts. Les travaux gigantesques de reboisement, l'utilisation des forces naturelles permettent de se rendre compte que le prolétariat peut s'il le veut s'établir et vivre avec l'économie nouvelle que nous préconisons. Loin de moi la pensée que ce sont des applications libertaires. Mais c'est la voie qui y conduit. Les camarades qui auront l'occasion de pénétrer à l'Expo, pourront se rendre compte que ce mouvement existe malgré le silence voulu par la presse de droite et même celle de gauche. Nos noms non plus n'en ont parlé. Sans bruit les juifs palestiniens appliquent les principes collectifs du travail. Le paradis soviétique qui n'est qu'un mythe possède en Palestine un exemple à suivre. La Bouskharie a fourni également des émigrants, le régime stalinien n'étant qu'un régime de force et non de liberté dans le travail, la partie juive de la population s'est déplacée en Palestine où elle vit librement dans les colonies ouvrières. — Ex.

Le Révélateur de la Douleur, par A. Thierry 20^e
Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzguébel 6^e
Les Joyeusetés de l'Exil, par Ch. Malato 15^e
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff 10^e
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno 12^e

Jeunesse anarchiste communiste

Le malheur d'être jeune !

Les jeunes sont toujours portés à une lutte ardue parce que, sentimentalement, ils sentent la nécessité de la transformation du régime.

Enthousiaste, la jeunesse l'est. Notre génération n'a pas encore subi le découragement qui s'est emparé des adultes. Ceux-ci ont lutté pendant quelques années et, manque de sûreté, n'ayant pas rencontré l'organisation répondant à leurs aspirations, ils ont vite abandonné la bataille.

Les partis politiques ont bien compris le bénéfice qu'ils pourraient tirer pour des intérêts partisans de la jeunesse encore inexpérimentée. Un fait est incontestable : ce sont les partis se réclamant de la révolution — ou plutôt qui se réclament — qui ont su attirer dans leurs rangs le plus grand nombre de jeunes lutteurs.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer, sans crainte de démentie, que les partis prolétariens ont trahi l'idée de combat qui animait les jeunes révolutionnaires.

On s'est servi de la volonté combative de nos camarades pour des fins auxquelles ils n'étaient pas directement intéressés.

On interdit la discussion politique dans les Jeunesse socialistes et dans les Jeunesse communistes. On permet à ces jeunes de s'occuper de politique, mais de la politique que l'on voudra bien leur inculquer.

Les Jeunesse socialistes, les Jeunesse communistes servent de colleurs d'affiches, de vendeurs de journaux, de propagandistes électoraux même. Lorsque ces jeunes veulent apporter un point de vue, on les empêche d'agression et de briser les criminels dessein de l'exécrable Franco.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Et je les prie de me dire aussi — franchement, loyalement — ce qu'ils pensent du peuple espagnol qui, depuis plus d'un an, se bat avec une insurpassable vaillance et verve, sans compter, le plus pur de son sang afin de repousser l'odieuse agression et de briser les criminels dessein de l'exécrable Franco.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Et je les prie de me dire aussi — franchement, loyalement — ce qu'ils pensent du peuple espagnol qui, depuis plus d'un an, se bat avec une insurpassable vaillance et verve, sans compter, le plus pur de son sang afin de repousser l'odieuse agression et de briser les criminels dessein de l'exécrable Franco.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Et je les prie de me dire aussi — franchement, loyalement — ce qu'ils pensent du peuple espagnol qui, depuis plus d'un an, se bat avec une insurpassable vaillance et verve, sans compter, le plus pur de son sang afin de repousser l'odieuse agression et de briser les criminels dessein de l'exécrable Franco.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème de la non-violence ; et ce, qu'ils pensent des Italiens, des Allemands, des Russes (pour ne citer que ces peuples-là) qui, plutôt que de prendre les armes et de se soulever contre le régime de misère, d'esclavage et de terreur que fait peser sur eux l'odieuse dictature d'un Staline, d'un Hitler et d'un Mussolini, se condamnent à tout subir.

Ces deux questions posent en termes précis le problème

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

GOUSSAINVILLE

J'ai toujours pensé qu'il fallait se mêler des communistes, qui ont facilement la larme à l'œil, surtout quand ces larmes sont répandues devant le public. Leur pauvre cœur, pour s'exprimer prend la forme d'une bouteille. Ces Ben-oui-oui vendent leurs larmes, en vivent et les souffrances humaines auxquelles ils compatisent sont une excellente source de revenus. Toutes les questions sociales ont eu de ces spécialistes. Je viens d'en trouver deux, et ils sont de la même, le « grrrand camarade » Cuvillier et notre si rigolo maire, M. le Docteur Rousseau. Hommes sensibles et compatisants, ils se sont fait une réputation de vrais de vrais, que la misère des chômeurs touche.

Vint le cahier de revendications des chômeurs.

Alors, tout change : le vocabulaire pour commencer. Plus de soupirs, de plaintes, de lamentations. C'est le ton et les paroles des « maries » qui dominent : redressement indispensable, compte des réalisés et des possibilités, le Conseil municipal ne peut pas tout faire, etc., etc.

Il se contente pas de rouler les chômeurs, ils se payent royalement leur tête. Et ceux qui montrent le plus de talent dans ce genre de sport sont ces deux malins au cœur si sensible.

Le bluff de la défense des chômeurs est l'anesthésique nécessaire pour eux. Et cela, je dois inlassablement le répéter. D'abord, par souci de vérité. Ensuite, pour ne pas être complice, par le silence, des saloperies que les communistes et notre si « marrant » maire nous passent en douce.

Et tel, chômeur, pauvre hère, si, au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débiteront chaque jour les communistes et notre si joyeux maire, qui sont là pour mieux te posséder, au lieu de croire aux chimériques flattées dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, au lieu de l'arrêter éternel dupé, devant leurs parades, tu feras bien mieux d'enlever cette muselière que tu portes en permanence ; alors tu les verras s'arrêter de jouer avec ta misère, et le jour où les mendians du Parti communiste et notre si rigolo maire viennent te solliciter ton bulletin de vote, tu feras pas mal de les remercier, en leur proclamant qu'ils n'ont fait que reprenant les tristes procédés de ce sinistre Harmand, celui que tu avais chassé de la Mairie.

Joanny.

STAINS

La municipalité bolchevique de Stains fait construire un stade sur l'emplacement d'un terrain vague appartenant à la ville.

Très bien, très bien ! Y a longtemps qu'on aurait du songer à utiliser ce terrain.

Pour exécuter ces travaux, la municipalité a embauché des chômeurs.

Re-bien, pour ce commencement de communauté, mais voilà...

Il paraît que ces ouvriers professionnels sont payés à raison de 40 francs par jour, ce qui n'est pas le tarif syndical, loin s'en faut ; mais ils continuent à toucher leur chômage pour compléter leurs salaires hebdomadaires.

C'est là, pensons-nous une ingénueuse combinaison pour économiser sur le budget communal.

Nous ne trouvions rien à objecter si nous nous en tenions au mirage des économies municipales, mais voilà, cela crée un précédent de salaire, diminué et des inconvénients d'application des lois sociales et des contrats collectifs.

Qu'en pense le citoyen Faudry ex-secrétaire du S.U.B. travaillant sur ce chantier ?

Et si ce procédé était employé par un chômeur quelconque qui se hasarderait à gagner quelques sous en bricolant tout en touchant au chômage les sommes insuffisantes pour vivre honnêtement, lui et les siens, est-ce qu'il ne verrait point immédiatement fondre sur lui toutes les sanctions prévues et applicables impitoyablement à tous ceux qui seraient dans son cas ?

Nous pensons qu'il y aurait alors deux poids, deux mesures, ce qui n'est pas nouveau dans le régime que nous subissons depuis longtemps, mais qui tend de plus en plus à devenir un principe dans les petites républiques des camarades et que nous sommes décidés à entraver dans la mesure de nos possibilités.

Un groupe de chômeurs.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Subscription en faveur des Combattants espagnols

Recettes Paul Huguet : 75 fr. Total des listes précédentes : 4.867 fr. Total général : 4.942 fr. Dépenses Comité Révolutionnaire Espagne, 3 fr. 50 ; Comité Espagne Libre, 600 fr. Total : 918 fr. Total des listes précédentes, 1.025 fr. Total général : 4.944 fr. En caisse : 0.

ANNECY

Tous les camarades de la région, militants et sympathisants sont invités à venir nombreux à la balade champêtre, qui aura lieu le dimanche 19 septembre, à Verrières-du-Lac.

Rendez-vous à 8 heures, café du Fauchey, rue de la Filaterie, à Annecy. Le concours de la Chorale de Genève et des musiciens annéciens nous est assuré.

De nombreux jeux sont prévus.

Tous les camarades qui désirent passer une belle journée à la campagne, au milieu d'une franche amitié devront être présents.

BREST

La comédie continue

Après la fuite de Brest des chahutiers espagnols « Fragio I » et « Fragio II » dans la nuit du 13 juillet, dans des conditions où la complicité de certains personnage brestois aux sympathies fascistes ne fait aucun doute, voici que la même comédie se renouvelle par la fuite, quelque peu corsée et dramatisée cette fois, du cargo « Galéa », celui-même qui, avec l'autre cargo le « Zurrial », alors qu'il poursuit par les nationalités, durent se réfugier dans notre port. A cette fuite, s'ajoute celle de trois membres de l'équipage du chahutier « Ramon Corréa » arrivé à Brest le 20 juillet, s'emparant d'un petit voilier à moteur, le « Ty ar Mor » en coupe du « Ramon Corréa » au port de Commerce, ils réussissent dans la nuit du 26 août à fausser compagnie au reste de l'équipage, à prendre le large et malgré les recherches du chahutier à n'être pas rejoint.

Tous ces faits démontrent une réelle audace de la part de leurs auteurs et de leurs complices et, aussi, une trop grande... confiance de la part des autres. Ils n'ont pas manqué de susciter des commentaires, voire des explosions de colère dans les meilleurs ouvriers. Nous

savons que le consul d'Espagne à Brest, dont les sympathies sont loin d'aller aux gouvernementaux, n'a jamais pris sérieusement les mesures qui s'imposaient pour immobiliser, chahutiers et cargos. Nos délégués le lui ont signalé à plusieurs reprises et les « Fragio I » et « Fragio II » ne se furent pas enfuis s'il nous avait écouté et pris toutes dispositions. Nous nous devons de dire ici à certains de nos camarades espagnols, combien ils manquent de perspicacité en nous empêchant d'agir au moment propice !

Abusant de l'ignorance du public dans toutes ses affaires, les membres du parti communiste brestois, par une large distribution d'un tract, ont le culot d'affirmer toute la vigilance et les interventions à l'égard des équipages et des chahutiers. Nous nous obligeant à les confondre. Leur intervention bruyante au port de Commerce, lors de l'arrivée du « Conde de Zubiri », eut pour résultat inévitable, la réplique des autorités locales qui exigèrent le départ de ce navire pour la baie de Douarnenez avec la tombe. Ces Ben-oui-oui vendent leurs larmes, en vivent et les souffrances humaines auxquelles ils compatisent sont une excellente source de revenus. Toutes les questions sociales ont eu de ces spécialistes. Je viens d'en trouver deux, et ils sont de la même, le « grrrand camarade » Cuvillier et notre si rigolo maire, M. le Docteur Rousseau. Hommes sensibles et compatisants, ils se sont fait une réputation de vrais de vrais, que la misère des chômeurs touche.

Vint le cahier de revendications des chômeurs.

Alors, tout change : le vocabulaire pour commencer. Plus de soupirs, de plaintes, de lamentations. C'est le ton et les paroles des « maries » qui dominent : redressement indispensable, compte des réalisés et des possibilités, le Conseil municipal ne peut pas tout faire, etc., etc.

Il ne se contente pas de rouler les chômeurs, ils se payent royalement leur tête. Et ceux qui montrent le plus de talent dans ce genre de sport sont ces deux malins au cœur si sensible.

Le bluff de la défense des chômeurs est l'anesthésique nécessaire pour eux. Et cela, je dois inlassablement le répéter. D'abord, par souci de vérité. Ensuite, pour ne pas être complice, par le silence, des saloperies que les communistes et notre si « marrant » maire nous passent en douce.

Et tel, chômeur, pauvre hère, si, au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débiteront chaque jour les communistes et notre si joyeux maire, qui sont là pour mieux te posséder, au lieu de croire aux chimériques flattées dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, au lieu de l'arrêter éternel dupé, devant leurs parades, tu feras bien mieux d'enlever cette muselière que tu portes en permanence ; alors tu les verras s'arrêter de jouer avec ta misère, et le jour où les mendians du Parti communiste et notre si rigolo maire viennent te solliciter ton bulletin de vote, tu feras pas mal de les remercier, en leur proclamant qu'ils n'ont fait que reprenant les tristes procédés de ce sinistre Harmand, celui que tu avais chassé de la Mairie.

René Martin.

LILLE

Les camarades ayant encore en leur possession, des cartes de tombola, sont priés de se mettre en rapport le plus tôt possible avec les camarades A. Blicq, 14, rue Marenco, Lille ; R. Bonnel, 94, rue Dordin, Hellemmes.

LYON-VAISE

Samedi 4 septembre. Goguette organisée par le Groupe de Vaise de l'U.A., au siège, 41, rue de Saint-Cyr. Chansons antimilitaristes, tombola américaine, etc.

MARSEILLE

Si le ridicule tue, le Proletariat Marseillais aurait en la joie d'assister aux obsèques des « Olorites » : Préfecture, Municipalité, État-Major, tout le gratin quoi, à l'occasion des manœuvres aériennes dans les nuits des 23-24 août. Mais telles pour nous travailleurs, le ridicule les a épargnés ! Que d'imprévisible dépêche, surtout qu'il est prouvé, archi-prouvé, que toutes ces manœuvres dites de défense seront inefficaces en temps de guerre réelle. A quoi bon em... des gens. Il faut bien, que diable, que ces personnes prouvent leur utilité avec la chair et la vie des autres.

La presse à tout dire de notre ville, de Rouge-Midi « communiste » à Marseille-Matin « fasciste » nous bouscule le crâne avec ses lourdes et apolitiques mensongères de la défense nationale, comme si nous, ouvriers, nous avions quelque chose à défendre. Oui, trois choses à défendre, contre eux : Notre Chef, Notre Vie, et la... carte de chômage.

Nous, Anarchistes, nous prouvons — qu'il l'Histoire est là, vivante — qu'il ne peut pas y avoir de défense nationale en régime capitaliste, car ce régime est le triomphe des voleurs qui spolient les travailleurs — cheville ouvrière des richesses naturelles de ce pays — du bénéfice de leurs sueurs, de leurs efforts.

Révolution d'abord pour leur faire rendre gorge : voilà notre mot d'ordre définitif.

En attendant, Travailleurs des usines, des bureaux et des champs, rejoignez-nous dans nos groupes. Venez avec nous prendre le manche du bâton qui nous a fait... nos amis — tous nos ex-poitres — tous ces inutiles — dans le Vieux Port.

Pour le groupe Germinal, A. Pascal.

NIMES

Comité local pour l'Espagne libre

Dépenses des mois de juin, juillet, août : paie à paies, correspondances et compte rendu, 11 fr. 93 ; reçu du Comité antifasciste espagnol d'Ales, 100 ; ainsi que des camarades de la même région un colis de linge neuf et usagé, le tout destiné aux petits orphelins de la Colonie Ascaso-Durruti. Avoir en caisse : 406 fr. 45. Dépenses : 11 fr. 95. Reste en caisse : 394 fr. 50.

Le Comité rappelle aux groupes et aux individualités de la région qui détiennent encore des listes de souscription au bénéfice des petits orphelins, de bien vouloir nous les faire parvenir au plus vite une fois fin de pouvoir leur faire un nouvel envoi et leur venir en aide dans la mesure de notre possibilité.

Donc, que chacun de nous fasse un petit effort et n'oublie pas nos chers petits enfants. A tous merci.

Pour le Comité : P. Repois.

ROUEN

La « Croix » publie avec complicité et satisfaction un article paru dans le « Figaro » sous la signature du député réac, Le Cour Grandmarnier au sujet des hommes rendus au cardinal Pacelli, lors de sa récente venue en France, et où il est dit :

« ... et les hommes d'Etat dont la courtoisie et le sens politique ont déclaré ces hommes sont les fils de ceux qui, il y a un peu plus de trente ans, dissoluaient les églises, religieuses, fermaient les écoles, congrégation, séparant l'Eglise de l'Etat. »

Aucune protestation ne s'est élevée ; on n'a pas parlé de Canossa. Le parti socialiste tenait précisément ses assises annuelles : de graves divisions s'y manifestent et une diversion anticléricale aurait pu servir à les masquer ; il ne semble pas qu'on y ait songé.

« ... le nier serait fermer les yeux à l'évidence ; il y a quelque chose de changé. »

Cet article, ne mérite-t-il pas son succès au moment où les socialistes et communistes nient l'union sacrée font la Paix devant la bourgeoisie et se laissent écraser sans même s'en apercevoir. Ce fait se rapproche assez des nouvelles mesées dites en Espagne, à la mémoire de ceux que les Stalinistes assassinent tous les jours, parce qu'ils ne veulent pas abandonner la Révolution. Après tout, ces trahisons sont peut-être des retraits stratégiques, ou de la solidarité internationale pour le profit de Staline.

R.-A. Paon.

SAINT-ETIENNE

Grande réunion publique et contradictoire

Samedi 4 septembre

Avec le concours du camarade Ringeas, secrétaire de la J.A.C. sur le sujet suivant : Où va le front populaire.

FÉDÉRATION DES COMITÉS ESPAGNOLES D'ACTION ANTIFASCISTE

Les 21 et 22 août a eu lieu à Nîmes, un plenum des régionales et Comités composant notre Fédération. C'est dans une atmosphère reconfortante de cordialité et de volonté réflexion que se sont déroulés les débats, animés seulement par la haine du fascisme et le désir de le vaincre.

Ce plenum, tenu seulement quatre mois après le Congrès de Marseille, a permis de constater l'engagement de jour en jour plus grand de notre Fédération à d'autres localités et à d'autres régions. A la suite de cette importante réunion, nous avons déjà enregistré de nouvelles adhésions.

La commission qui fut chargée de réviser les comptes put constater, d'après les pièces officielles, l'importance de l'œuvre accomplie avec les colisations des nos adhérents, et faire justice des allégations plus ou moins fantaisistes de ceux qui, incapables de faire une œuvre constructive, cherchent à démolir le mouvement antifasciste espagnol en France.

Nos comités antifascistes, ont confirmé une fois de plus leur volonté de lutter jusqu'au bout, et c'est dans l'enthousiasme le plus sincère que les travaux du congrès ont été déclarés terminés.

Nous rappelons que tout l'argent qui nous est confié est converti par nos soins en vivres de première nécessité pour l'Espagne. Nos frères manquent de lait, de savon, de sucre. Plus que jamais, à l'approche de l'hiver, il faut intensifier les envois. Il faut commencer aussi à tricoter et tisser cette année de dépasser la matignique élan de solidarité de l'hiver 1936.

Pour cette œuvre immense qui nous appelle, nous devons de rejoindre notre Fédération et de contribuer ainsi à la victoire finale qui consacrera la fin de l'exploitation de l'homme par le Capital.

Asnières, — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Menil, vente du « Libertaire » le jeudi et le vendredi à 21 h. 30, au Bourgouignol, le dimanche au marché des 4-Routes.

Aulnay-sous-Bois, — Réunion vendredi à 21 h. 30, rue de la Chapelle.

Bagnères, — Tous les jeudis, à 20 h. 30, à la Chope du Combat, place du Combat, 2, rue de Meaux.

Bonnel, — Tous les mercredis, à 21 h. 30, à Mémenton (1^{er} étage).

Groupe Intercommunal Barbeau-Sud, — Vendredi 3 septembre, à 20 h. 30, salle Lecocq, 50, avenue de Fontainebleau, à Bièvre.

Chaméry, — Une permanence est fixée tous les samedis soir de 9 h. à 11 h., au bar Louis, 20, rue de la Gare.

Commentry, — Réunion dimanche matin, à 9 heures, salle du Chalet. Les sympathisants sont cordialement invités.

Croix-Wasquehal, — S'adresser à Hache Meurant, 1, rue d'Arcle, Croix (Nord).

Dijon, — Pour tout ce qui concerne le Groupe s'adresser à P. Mathis, 48,

L'enquête sur la production

La production baisse.
Grand émoi dans la bourgeoisie et dans le
Front Populaire
Pourquoi ne pas embaucher les 400.000 chômeurs inscrits? La production augmenterait.

Pas de victoire ouvrière sans indépendance

Déjà depuis plusieurs mois, la page syndicale du *Libertaire* dénonce les méfaits de l'arbitrage obligatoire. Les militants libertaires et syndicalistes révolutionnaires ont déjà activement combattu dans les assemblées générales d'entreprise cette loi anti-ouvrière.

Il ne furent, malheureusement, pas toujours compris de la part de leurs camarades d'atelier. Ils furent parfois accusés de faire de la surenchère, de la démagogie, aussi d'être « piqués au vinaigre » par les Bonzocrates syndical.

Aujourd'hui l'expérience est faite. La loi sur l'arbitrage est condamnée par les faits et les ouvriers qui à cette loi odieuse a été imposée.

Un fort mécontentement règne chez les « Métallos », ceux-ci comprennent enfin qu'il s'agit de « couillonnades » par la reconduction des conventions collectives.

Ils se rendent compte que l'augmentation des salaires était conditionnée aux garanties à exiger lors du renouvellement de celles-ci en temps opportun.

Elle pourtant, le coût de la vie n'augmente-t-il pas sans cesse? Malgré les pluies de pétitions et les slogans faciles, la réalité est que le pouvoir d'achat des ouvriers diminue de plus en plus.

On concevra donc aisément que les métallos, qui furent à l'avant-garde du mouvement revendicatif, ne soient pas des plus satisfait des résultats de cette loi défendue par le cumulard Croizat à la Chambre des députés.

Si l'on examine sérieusement les demandes d'augmentation de salaires faite par le syndicat des métaux à la Chambre Patronale, celles-ci sont loin de donner des résultats satisfaisants.

Comment n'en sera-t-il pas ainsi puisque les ouvriers n'ont pour rôle actif que celui de cotisants et leurs représentants celui de démarcheurs.

« Pas d'action d'ensemble pour défendre les conquêtes de juin 36 : il ne faut pas créer de difficultés au gouvernement. Cependant il faut évaluer à environ 30 000 l'augmentation du coût de la vie du septembre 36 à août 37.

Telle est la situation présente.

Et maintenant que réclame-t-on de plus à la classe ouvrière? Augmenter la production.

Ceci, évidemment, en termes voulus. Une enquête est donc décidée; enquête qui sera conduite, n'en doutons pas, par des gens qui ne connaissent du travail que les dividendes produits par celui-ci et sans doute, par d'autres, en rupture d'étaux ou de manivelles depuis des dizaines d'années; ces gens concluront sûrement à un nouvel effort des ouvriers, peut-être même, comme dans les mines et les erreaux, au sabotage des 40 heures.

Les revendications que les ouvriers ont conquises en juin par l'occupation en masse des usines « et non par le F. P. » leur sont arrachées les unes après les autres; le droit syndical dans beaucoup d'usines est méconnaît. La répression patronale sévit comme avant juillet 36; c'est ainsi qu'on a pu lire dans la page syndicale de l'*« Humanité »* du 30 avril 37.

« Ce sont les ouvriers d'une grande usine de produits chimiques qui nous signalent qu'ils n'osent plus faire acte de candidature, car tous les délégués sont les uns après les autres licenciés.

Huit travailleurs de l'Allier nous écrivent qu'ils ont été licenciés pour avoir refusé d'adhérer au syndicat « professionnel » constitué par le patronat.

Et il y a quelques jours, des employés de l'industrie hôtelière nous confiaient avec émotion la fin tragique d'un des leurs qui s'est suicidé parce qu'il était chassé de toutes les entreprises.

Et voilà les résultats des conseils au calme et à la modération prodigies par les ex-syndicalistes-révolutionnaires et leurs compères réformistes de toujours.

Il faut donc que cet état de choses cesse, mais pour cela ait une fin, les syndicalistes ont le devoir d'exiger dans leurs assemblées générales — si toutefois la démocratie syndicale leur permet encore le droit d'expression — la reprise de l'indépendance de la C.G.T. à l'égard du gouvernement « impopulaire » et de bannir de l'organisation syndicale toute politique s'exerçant au profit d'un parti mais au détriment du syndicalisme.

Reprendons donc, contre le patronat, le combat d'ensemble; montrons à la bourgeoisie que la C.G.T. est une force agissante avec laquelle il faut désormais compter. La classe ouvrière doit reprendre la lutte qui fit trembler le capital en juin 36 et ainsi le syndicalisme apolitique renaisse sera une fois de plus victorieux.

GUYARD.

SOUS LA CISAILLE

Les dirigeants du syndicat des Métaux de la région parisienne s'en vont en guerre. Rien ne va plus. Ah mais! cette fois...

Figurez-vous qu'à la suite de la montée en flèche des prix les rajustements de salaires soumis aux différents arbitraires se transformaient après des mois de pourparlers de 10 % en 4 %, de 15 % en 8,5 % etc. Nullement déçus, nos dirigeants en question à la suite de chaque échec, déposaient une nouvelle demande de rajustement et attendaient les événements. Cependant, le dernier, déposé en mars et renouvelée en juillet tardant à aboutir, nos manitous viennent de se ficher et de porter leur revendication « rajustement » de 10 % à 12 %, et ils attendent la réponse de pied ferme. Attendons-nous à de graves événements... de nouvelles élections approchent.

*Leon Jouhaux reprend son service à la S. D. N. C'est comme on vous le dit. Quoi qu'il est ce que vous dites? Qu'il avait été mis en demeure de démissionner, voici quelques années, devant la crainte de l'institution générale et sous la pression des brigades impérialistes, c'est fort possible, mais il faut sauver la poix » déclare Jouhaux dans *Le Peuple*, et sous sa plume la S. D. N. redévoient le suprême rempart de la paix. Naturellement les communistes ex-unitaires font chorus et ce n'est plus eux qui l'accusent d'être un délégué sans mandat.*

Le libertaire syndicaliste

Chez les hommes d'ordre

L'enquête sur la production

L'AXE BELIN-MONMOUSSEAU

Le Gouvernement vient de décider une enquête sur la production qui doit réjouir fort les milieux planistes ou la raison technique prime la raison révolutionnaire. Ensuite autres personnalités on relève parmi les enquêteurs les noms de M. C. J. Gignoux et de Jouhaux.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle est le préambule d'une rationalisation générale de l'économie sous la haute direction d'un Conseil Supérieur que Duret, l'un des cervaux du plan de la C.G.T., présentait en 1935 comme devant être « investi de tous les pouvoirs nécessaires à sa fonction et devenant rouge essentiel et constitutionnel du pays ». Ce Conseil Supérieur de l'Economie, Jouhaux avec sa lumineuse logique en parlait aussi au Congrès Confédéral de 1935.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cervaux du Plan. Comme la discordie de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

« ... Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci